



FACE AU DÉNI DÉMOCRATIQUE, NOTRE DÉTERMINATION !

Le Président de la République continue de maintenir son cap anti-social avec un passage en force du projet de réforme des retraites en utilisant le 49-3, prétextant des risques financiers trop importants si cette réforme n'était pas votée. Cette décision anti-démocratique a été prise sous la pression du mouvement social historique que nous vivons depuis le 19 janvier.

Pour Solidaires Finances Publiques, ce nouvel épisode pour faire adopter ce projet injuste, néfaste et illégitime est inacceptable !

Solidaires Finances Publiques dénonce et condamne toutes les entraves (répressions, réquisitions, intimidations des grévistes) à l'expression du rejet majoritaire exprimé par une large partie des travailleurs et travailleuses, des citoyens et citoyennes.

Le rapport de force unitaire qui se construit depuis le 19 janvier pour s'opposer à ce projet fait preuve d'une dignité et d'une résistance exemplaires.

**PARCE QUE PLUS QUE JAMAIS 64 ANS,
C'EST NON**

**PARCE QUE L'ACCÉLÉRATION DE L'AUGMENTATION À 43 ANNUITÉS POUR ARRIVER À UNE RETRAITE À TAUX PLEIN,
C'EST TOUJOURS NON**

**PARCE QUE CE PROJET NE DOIT PAS
PRENDRE FORME**

**PARCE QUE D'AUTRES FINANCEMENTS SONT
POSSIBLES POUR ASSURER LA PÉRENNITÉ
DU SYSTÈME DES RETRAITES**

PARCE QUE NOUS POUVONS GAGNER

Solidaires Finances Publiques appelle les personnels à participer aux assemblées générales et à toutes les mobilisations organisées partout sur le territoire dès aujourd'hui.

GRÈVE ET MANIFESTATIONS JEUDI 23 MARS